

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 28/02/2023

Introduction

La proposition de la CRE doit encadrer la contribution pour le déploiement d'infrastructures dans les immeubles collectifs. A ce titre, sa valeur plancher devrait correspondre à minima à la valeur que paierait le copropriétaire s'il la copropriété choisissait une colonne horizontale payante.

en faisant une simulation sur un cas exécuté avec une colonne payante nous avons les chiffres suivants : colonne payante = 90 € / copropriétaire // simulation colonne sous décret = 1100 € / borne installée => ce n'est pas viable

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Non, nous n'avons pas d'observations particulières sur la méthode de calcul.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Nous ne sommes pas en mesure d'émettre un avis sur cette proposition.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Oui, le coefficient de foisonnement de 0,4 semble être le bon coefficient car déjà utilisé par les opérateurs privés pour dimensionner leur propre infrastructure. Il peut tout de même être intéressant que les GRD étudient l'application d'un coefficient décroissant.

Il sera également intéressant de réévaluer ce coefficient après une volumétrie plus conséquente et la mise en place du pilotage de la charge de l'immeuble.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Non, nous sommes défavorables à la fixation d'un plafond unique. Il doit y avoir deux plafonds distincts en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur). Les écarts de prix sont beaucoup trop importants pour avoir un

plafond unique ce qui dessert les propriétaires qui souhaitent se raccorder au réseau.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Les seuils plancher sont beaucoup trop élevés pour un parking en intérieur. Le scénario présentant le prix le moins élevé doit être retenu pour l'intérêt des propriétaires. Les seuils actuels favorisent les solutions privées au détriment de la solution publique. A ce titre, les consommateurs sont pénalisés.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Vu l'importance d'Enedis sur le territoire français, il ne nous semble pas judicieux de faire cette majoration de seuils. Cette mesure va également à l'encontre des propriétaires.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui. Nous sommes dans un cas particulier pouvant impacter fortement certain projet.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Oui c'est primordial afin de s'assurer que les seuils correspondent à la réalité et soient ajustés de façon récurrente dans l'intérêt de chacun.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Oui, dans un souci d'équité, il paraît normal que les solutions privées aient les mêmes attentes et obligations que la solution publique.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

La solution publique est fortement attendue par les copropriétés afin de valoriser leur patrimoine et procéder à un équipement massif des immeubles. Cette solution doit être favorisée ce qui ne transparaît pas dans les propositions faites.